

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68131 Altkirch

Références : 0006700701_2023_10_10_Holcim_ViSGSMMR
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur le retour d'expérience et les mesures de maîtrise des risques au sein des établissements Seveso seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour d'expérience ;
- système de gestion de la sécurité ;
- mesures de maîtrise des risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mode de recensement des événements et mode de filtre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8, Annexe I – 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Qualification de la Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	AP du 13/02/2020, articles 79.1 et 79.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Surveillance de la MMR - périodicité	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Surveillance de la MMR - procédure	AP du 13/02/2020, article 79.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Etude séisme	AP portant astreinte administrative du 09 mai 2023, AP de Mise en Demeure du 09/06/2021, article 1	/	Liquidation partielle de l'astreinte	
10	Réexamen de l'étude de danger	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 79.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'un SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
3	Suivi des défaillances de MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
4	Déclaration et analyse des causes des événements	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
5	Exploitation du REX	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) ne comporte pas de procédures précises relatives à la gestion du retour d'expérience et les procédures mises en œuvre ne sont pas intégrées

- au SGS ;
- le contrôle de certaines Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) n'a pas fait l'objet de procédure de contrôle et certains contrôles n'ont pas été réalisés à la périodicité prévue dans le SGS ;
- l'étude séisme n'a pas été remise dans le délai prévu ;
- la notice de réexamen de l'étude de dangers n'a pas été remise dans le délai prévu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'un SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un Système de Gestion de la Sécurité (version 1 du 06 juin 2014). Il n'a pas fait l'objet de révision depuis sa mise en application. La dernière revue de direction a été réalisée le 27 février 2023. L'exploitant a communiqué un extrait en anglais (extrait management review). Elle a notamment identifié la nécessité de mettre à jour le SGS. La mise à jour est prévue pour le premier trimestre 2024.
Observation : Il appartient à l'exploitant de communiquer des documents en français.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mode de recensement des événements et mode de filtre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 [...] Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. [...]
Annexe I – 6. [...] Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention. [...] [...]
Constats :

L'exploitant indique que les événements sont remontés aux hiérarchiques qui informent la direction et le responsable HSE, notamment lors des réunions quotidiennes.

L'exploitant dispose également d'une application numérique (ICARE) pour enregistrer les événements. Il est indiqué que tout le personnel peut y effectuer une déclaration.

Il est toutefois indiqué qu'à ce stade, toutes les personnes concernées ne sont pas formées à son utilisation. De plus, l'Inspection note que l'application n'est accessible qu'en anglais (même si des déclarations peuvent être réalisées en français), ce qui pose la question de son accessibilité à l'ensemble des personnes concernées.

Une revue des événements déclarés dans cet outil est réalisée hebdomadairement lors d'une réunion impliquant notamment l'équipe de direction, le responsable qualité, sécurité, environnement et d'autres responsables.

Concernant la gestion du retour d'expérience, l'Inspection observe que le SGS est très succinct. Il précise que *"tout accident ou presque accident doit être systématiquement rapporté à son supérieur hiérarchique"*. Les modes de déclaration et les outils utilisés ne sont pas précisés.

Concernant l'analyse des événements, le SGS est également très succinct. Il prévoit une enquête et la possibilité de faire une analyse par arbre des causes dans le cas des « presque accidents », sans préciser les critères qui déclenchent l'analyse par arbre des causes et une enquête accompagnée d'une analyse par arbre des causes systématique pour les accidents.

Il précise également qu'une cotation de l'événement est effectuée suivant une méthode définie. Il est constaté que cette méthode n'est pas précisée dans le SGS.

Dans les faits, l'exploitant a indiqué qu'il met en œuvre les procédures du groupe (deux procédures en anglais ont été communiquées : *"Incident Reporting, Classification, and Investigation"* et *"Health & Safety. Critical Incident Guidance"*).

Pour les motifs précisés ci-dessus, il apparaît qu'à ce jour les dispositions précisées dans le SGS en matière de gestion du retour d'expérience sont insuffisantes et ne sont pas auto-portantes. Ces constats constituent une non-conformité.

Par ailleurs, l'Inspection observe que très peu d'incidents relatifs à la sécurité sont déclarés dans l'outil de l'exploitant.

Préalablement à l'Inspection, il a été indiqué qu'un seul incident a été observé au cours des trois dernières années. Au cours du contrôle, il a été constaté dans le système de déclaration des événements que deux déclenchement de la détection incendie au niveau de l'injection des combustibles de substitution solides en pied de tour et un début d'incendie ont été reportés en 2023 dans l'outil de l'exploitant.

Au cours de la visite, il a été constaté que la cuve de 50 m³ de Combustible de Substitution Liquide (CSL) est corrodée sur toute sa hauteur sur environ 80 cm de largeur. L'origine de cette corrosion n'a pas pu être précisée. Aucun événement n'a été enregistré dans l'outil de déclaration des événements à ce sujet.

Observations :

Observation 1 : Il appartient à l'exploitant de compléter son SGS avec des éléments précis et explicites relatifs la gestion du retour d'expérience.

Toutes les procédures intégrées au SGS devront être rédigées en français.

Observation 2 : l'échelle européenne des accidents industriels est disponible au lien suivant <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/echelle-europeenne-des-accidents-industriels/>

Observation 3 : Il appartient à l'exploitant de communiquer à l'Inspection, dans un délai d'un mois, tous les éléments relatifs à la justification de la corrosion observée sur l'une des cuves de CSL (incident?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Suivi des défaillances de MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques survenues récemment dans ses installations.</p> <p>Il a été indiqué que, le cas échéant, les mesures nécessaires sont suivies par le service maintenance et tracées dans le logiciel de suivi de la maintenance (SAP). De plus, le cas échéant, les actions correctives et les demandes de travaux sont suivies par le service maintenance.</p> <p>Un extrait du SAP précisant les remontées d'anomalies a été communiqué postérieurement au contrôle. Depuis 2019, 6 anomalies y ont été consignées d'après le document communiqué. Elles concernent principalement des déclenchements intempestifs de la détection incendie. Les descriptions présentées sont peu détaillées.</p>
<p>Observation : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des dispositions lui permettant de s'assurer que, lorsque cela se justifie, les informations nécessaires sont bien communiquées au bon niveau (HSE, ...) pour qu'elles puissent être analysées conformément aux dispositions précitées.</p> <p>Il pourrait également être opportun que l'exploitant prévoit des dispositions permettant une identification adaptée de ces anomalies / défaillances, afin de pouvoir accéder aisément aux informations nécessaires dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration et analyse des causes des événements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]

Constats :

L'exploitant a déclaré à l'Inspection un événement relatif à un départ de feu survenu au point d'injection des combustibles de substitution solides en pied de tour le 15 février 2023.

Une fiche BARPI a été communiquée le 06 avril 2023.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté son analyse de l'évènement, ainsi que l'arbre des causes associé.

Les principales causes associées à cet événement sont :

- une routine de nettoyage insuffisamment réalisée ;
- une conception inadaptée de l'installation (en cas de surpression au niveau du four le dispositif existant ne permet pas de confiner les gaz chauds, le type de bande utilisé n'est pas adapté (pas de résistance à haute température), ...).

L'exploitant a notamment identifié les mesures suivantes :

- la mise en place d'un arrêt automatique de l'alimentation du convoyeur en cas de détection d'un départ de feu ;
- le remplacement de la bande transporteuse par une bande résistante à des températures plus élevées (350 °C) ;
- la vérification de l'effectivité du nettoyage.

Ces mesures font l'objet d'un suivi dans le cadre des réunions hebdomadaires mentionnées dans le constat n° 2.

L'Inspection observe que ces éléments ne figurent pas dans la fiche BARPI qui ne comporte ni le détail des causes profondes ayant conduit à l'incident, ni les améliorations relatives à la sécurité identifiées par l'exploitant.

Observations :

Observation 1 : Il appartient à l'exploitant de compléter la fiche BARPI et de la communiquer à l'Inspection dans un délai d'un mois.

Observation 2 : L'exploitant a indiqué que l'Inspection est informée en cas d'évènement présentant un impact notable à l'extérieur du site ou nécessitant une intervention extérieure.

Il apparaît opportun que l'exploitant précise explicitement, dans son SGS, les critères de déclaration d'un événement à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation du Retour d'Expérience (REX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exploitation du REX

Prescription contrôlée :

[...]

Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Il a été indiqué que le retour d'expérience est régulièrement partagé au sein du groupe (réunions trimestrielles notamment impliquant les établissements concernés).</p> <p>Il a été constaté que des éléments relatifs au retour d'expérience sont diffusés à la direction par courriel.</p> <p>Dans le cadre du retour d'expérience, il a également été constaté que, dans certains cas, des évènements survenant sur d'autres sites déclenchent des enquêtes/questionnement sur l'ensemble des sites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualification de la Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : AP du 13/02/2020, articles 79.1 et 79.3
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification de la MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 79.1</p> <p>Dans le cadre de cet arrêté, on considère qu'une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) est une barrière ou mesure de sécurité constituée d'un ensemble d'éléments techniques et / ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité visée par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé</p> <p>[...]</p> <p>La liste des MMR telles que définies plus haut est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) auquel l'établissement est soumis en application de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 susvisé.</p> <p>Article 79.3</p> <p>Les Mesures de Maîtrise des Risques de type barrières techniques de sécurité sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées par l'expérience ou ayant fait l'objet le cas échéant de tests de validation. Ces caractéristiques doivent être évaluées lors de leur conception [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>La mesure de maîtrise des risques contrôlée est une mesure technique (barrière de sécurité passive).</p> <p>Le contrôle a donné lieu à une observation précisée dans l'annexe confidentielle, pour laquelle il est proposé une lettre de suite préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 2 mois

N° 7 : Surveillance de la MMR - périodicité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de la MMR
Prescription contrôlée :

<p>Article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité conformément à l'article R515-99 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Article 79.1 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2020</p> <p>[...]</p> <p>La liste des MMR telles que définies plus haut est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) auquel l'établissement est soumis en application de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 susvisé.</p>
<p>Article 79.3 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2020</p> <p>[...]</p> <p>Les Mesures de Maîtrise des Risques techniques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement [...].</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le contrôle de la MMR n'a pas été intégralement réalisé conformément à la périodicité définie dans le tableau « liste des MMR » de l'exploitant.</p> <p>Le détail est précisé dans l'annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Surveillance de la MMR - procédures

<p>Référence réglementaire : AP du 13/02/2020, article 79.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de la MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 79.3 de l'arrêté du 13 février 2020</p> <p>[...]</p> <p>Les Mesures de Maîtrise des Risques techniques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement selon des procédures écrites</p> <p>[...]</p> <p>Article 54 de l'arrêté du 04 octobre 2010</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas établi de procédure relative à la vérification et à la maintenance de la MMR.</p> <p>Le détail est précisé dans l'annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Étude séisme

Référence réglementaire : AP portant astreinte administrative du 09/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude séisme
Prescription contrôlée : La société HOLCIM HAUT-RHIN, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, est mise en demeure, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations implantées 1 route de Thann à Altkirch (68130) : <ul style="list-style-type: none">• d'élaborer l'étude séisme prescrite à l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé [04 octobre 2010] Article 1 de l'arrêté du 09 mai 2023 prescrivant une astreinte journalière à l'encontre de la société HOLCIM Haut-Rhin en application de l'article L171-8 du code de l'environnement La société HOLCIM Haut-Rhin, dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 50 € par jour, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 09 juin 2021 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé, pour ses installations implantées 1 route de Thann à Altkirch (68130). L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral
Constats : Il a été constaté que l'étude séisme n'a pas été finalisée. L'exploitant a indiqué que des démarches sont engagées pour faire réaliser une étude de zonage sismique locale.
Observation : Un premier récolement de l'astreinte a été réalisé à la date du 1 ^{er} août 2023 inclus. Il est proposé de procéder à une nouvelle liquidation partielle de l'astreinte imposée par arrêté du 09 mai 2023 pour la période du 02 août inclus au 10 octobre inclus. 70 jours se sont écoulés au cours de cette période. Le montant correspondant est de : $70 \times 50 \text{ €} = 3500 \text{ €}$.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle d'Astreinte

N° 10 : Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 79.10
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'étude de danger
Prescription contrôlée : Compte tenu de la remise du dossier de réexamen de l'étude de dangers, en date du 29 mars 2018, le prochain réexamen est à réaliser avant le 29 mars 2023. Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'étude de dangers et ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. En cas d'évolution fondamentale des connaissances scientifiques ou du site, le réexamen de l'étude de dangers est anticipé. Par ailleurs, l'exploitant porte à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation et d'analyse, tout élément important et (avant sa réalisation) toute modification de nature à entraîner un changement notable au regard de la dernière étude de dangers. Si besoin, celle-ci est mise à jour en conséquence par l'exploitant, en particulier à la demande de l'Inspection des installations classées. Le cas échéant le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation. L'exploitant joindra à cette étude un document comprenant une liste et un échéancier de mise en oeuvre des nouvelles mesures exposées dans l'étude de dangers concourant à la réduction du risque et à l'amélioration de la sécurité au sein de l'établissement. La liste des MMR existantes

mentionnée à l'article 79.1 sera également jointe. [...]
Constats : Il a été constaté que la notice de réexamen de l'étude de dangers n'a pas été remise à l'échéance prévue. Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté une commande datée de février 2023 auprès d'un bureau d'études et a indiqué que l'étude serait remise avant le 27 octobre 2023. L'étude n'a pas été remise à cette date.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois